



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

énergie nucléaire

Question au Gouvernement n° 3231

Texte de la question

CENTRALE DE HINKLEY POINT

**M. le président.** La parole est à M. Denis Baupin, pour le groupe écologiste.

**M. Denis Baupin.** Madame la ministre de l'énergie, comme le titre ce soir le journal *Le Monde*, EDF s'apprête à signer demain, à Londres, un contrat avec le gouvernement britannique et le président chinois pour construire deux réacteurs à Hinkley Point, pour la somme pharaonique de 34 milliards d'euros. (« *Bravo !* » et *applaudissements sur de nombreux bancs du groupe Les Républicains.*)

Même l'ancien secrétaire d'État à l'énergie de Mme Thatcher estime que ce contrat serait « le pire *deal* jamais conclu », avec un prix d'achat garanti pour trente-cinq ans au double du prix de l'électricité britannique, 30 % plus élevé que le prix de l'électricité renouvelable.

Le PDG d'EDF lui-même a reconnu qu'il avait échoué à faire participer les investisseurs étrangers prévus, tant les échecs de l'EPR les inquiètent.

**M. Philippe Cochet.** Vive l'éclairage à la bougie !

**M. Denis Baupin.** Seuls les Chinois participeraient, mais dans l'unique but de devenir incontournables sur le continent européen. La dépendance croissante du nucléaire français et britannique envers les Chinois pourrait d'ailleurs faire sourire : on nous a tant vanté le mythe de l'indépendance nationale ! Cette dépendance inquiète même les militaires.

Une troisième question taraude nos voisins : pourquoi acheter à prix d'or de vieux modèles EPR du XXème siècle qui ne marchent nulle part, alors même que la France y renonce, puisque EDF et Areva travaillent déjà à un EPR nouveau modèle ? Même les agences de notation, qui visiblement ne croient pas à l'avenir du nucléaire, annoncent qu'elles dégraderont la note d'EDF si le contrat est signé.

Madame la ministre, s'endetter pour des décennies afin de financer un tel projet, est-ce bien la priorité d'EDF ? L'État actionnaire compte-t-il, sans autorisation du Parlement, permettre à EDF de consacrer ses faibles marges financières à des projets du siècle dernier, aux dépens des énergies d'avenir que sont les énergies renouvelables ? Le contribuable français, qui paiera déjà très cher la folie des grandeurs d'Areva, a-t-il vocation à payer toutes les factures de la mégalomanie du nucléaire français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste.*)

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

**Mme Ségolène Royal**, *ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*. Monsieur le député, permettez-moi d'abord de vous dire qu'aucune idéologie ne justifie que l'on porte atteinte aux intérêts d'une grande entreprise française ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.* - « Bravo ! » et applaudissements sur de nombreux bancs du groupe Les Républicains.)

Cette entreprise va en effet – et vous devriez vous en réjouir – signer un partenariat industriel de première importance. J'espère que ce ne sera pas le seul, et qu'à la suite de ce partenariat industriel avec le Royaume-Uni, d'autres seront signés avec la Chine, l'Inde et le Japon.

**M. Bernard Accoyer**. Les écologistes sont des traîtres à l'économie française !

**Mme Ségolène Royal**, *ministre*. EDF est en effet engagée – et vous ne pouvez pas l'ignorer, puisque vous avez voté la loi de transition énergétique – dans le *mix* énergétique français. C'est la première entreprise productrice d'énergie renouvelable en France. Nous avons donc réussi à atteindre un juste équilibre, grâce – entre autres – au débat parlementaire, entre la part du nucléaire – qui reste importante même si elle est ramenée de 75 % à 50 % du mix énergétique et électrique – et la montée en puissance des énergies renouvelables.

Seconde observation : en effet, ces partenariats industriels permettront d'améliorer la performance de la production d'énergie nucléaire qui, je le rappelle, est une énergie décarbonée. L'État actionnaire assume parfaitement ces choix industriels : ce sont de bons choix. Je regrette donc le ton de votre question, qui tend à jeter le discrédit sur une grande entreprise française qui, je l'espère, connaîtra d'autres succès industriels permettant de créer de l'activité et des emplois sur le territoire français. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Socialiste, républicain et citoyen et du groupe Les Républicains.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Denis Baupin](#)

**Circonscription** : Paris (10<sup>e</sup> circonscription) - Écologiste

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 3231

**Rubrique** : Énergie et carburants

**Ministère interrogé** : Écologie, développement durable et énergie

**Ministère attributaire** : Écologie, développement durable et énergie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [21 octobre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 octobre 2015](#)